

Émancipation

Combattre Macron et sa politique, changer la société et le syndicalisme

La crise du Covid, dans laquelle la responsabilité du gouvernement est très lourde (saccage de l'hôpital public, fermetures de lits, scandale des masques, des tests et manipulation des chiffres lors du début de la vaccination...), a accéléré les ravages du capitalisme. Ce système, dominé par la concurrence économique, n'engendre aujourd'hui qu'inégalités, destruction de l'environnement et dérèglement climatique, interventions impérialistes et conflits armés dans le monde entier...

En France, Macron, création de ce système, attaque tout ce qui fait obstacle aux profits :

- les services publics et leurs personnels : suppressions de postes, explosion de la précarité et des licenciements, menaces sur les statuts. Dans l'Éducation, c'est la liquidation du bac national, la caporalisation des personnels et le renforcement des hiérarchies. Blanquer veut appliquer les "12 engagements" du "Grenelle de l'éducation", qui vont dans ce sens ; la première chose à faire, c'est donc de quitter les "concertations" à ce sujet.

- les libertés fondamentales : si la vaccination à l'échelle mondiale est un outil majeur contre la pandémie, le "pass" dit "sanitaire" sert surtout à stigmatiser les classes populaires, étendre le contrôle social et attaquer encore le droit du travail (nombre de personnels sont soumis à une obligation vaccinale et menacés de suspension de salaire). La mobilisation syndicale pour son retrait est légitime et nécessaire... tout comme les manifestations, où il faut combattre toute influence complotiste ou de l'extrême-droite, en faisant le lien avec les autres lois liberticides (état d'urgence sanitaire, Sécurité Globale, "Séparatisme")... qui construisent progressivement et durablement un Etat autoritaire.

De plus en plus, ce système et cette politique sont rejetés. En France comme ailleurs, des luttes surviennent, pour construire un autre avenir : luttes des travailleur·es y compris précaires (Ibis Batignolles, Chronodrive...), des jeunes, des retraité·es, des femmes et minorités de genre, des "gilets jaunes", des défenseur·es de l'environnement, des occupant·es des ZAD et des JAD (Jardins à défendre), des exilé·es, des antiracistes, des AED et AESH, AG locales et inter-établissements... elles montrent la volonté de prendre en main son avenir en partant de la base, et ne partent pas toujours des réseaux militants traditionnels.

Dans cette situation, deux choix sont possibles :

1. Se comporter comme un "partenaire social" respectant globalement l'ordre dominant, en réclamant un "véritable dialogue social" et en participant à d'incessantes "concertations" où le gouvernement enferme les syndicats... ce qui facilite l'application de sa politique. Ou encore s'en remettre à une hypothétique alternance électorale, tout en se refermant sur la gestion routinière d'un appareil bureaucraté.

C'est celui de la direction nationale Unité&Action/Ecole Emancipée.

2. Construire le rapport de force sur des revendications claires, s'appuyer sur les aspirations à l'auto-organisation des luttes et à la démocratie directe (AG souveraines qui se coordonnent à tous les niveaux). C'est le meilleur moyen pour que les personnels s'investissent dans leurs syndicats, mais aussi pour avancer vers une société débarrassée du capitalisme.

C'est celui que propose Emancipation !

Se battre pour les revendications urgentes

1) retrait ou abrogation de toutes les contre-réformes anti-sociales dans la Fonction publique, la Culture, la Santé, l'Éducation, la Recherche...

2) pour une plateforme revendicative unifiante :

- création de tous les postes statutaires nécessaires
- fin de la précarité et de la dégradation salariale : réemploi et titularisation immédiate et sans conditions de tous·tes les non-titulaires, un vrai statut pour les AED et AESH, fin du gel du point d'indice et rattrapage des pertes cumulées par des augmentations uniformes pour tous·tes en points d'indice. Salaire minimum à 1700 euros net.
- solidarité collective contre l'autoritarisme, le management méprisant, l'intimidation, les sanctions disciplinaires, les entorses à la liberté d'expression
- retour à la retraite complète (75% du dernier salaire) à 60 ans (55 pour le 1er degré) avec 37,5 annuités. Et non à la "retraite par points".
- retrait de la réforme de l'assurance chômage, interdiction des licenciements.

Pour une école publique, démocratique et égalitaire

L'école est au cœur des enjeux pour la FSU, il y a urgence à faire face aux dégâts causés par la crise sanitaire et la politique gouvernementale :

- baisse des effectifs par classe, créations massives de postes de toutes catégories ;
- abrogation des réformes de la direction d'école, l'éducation prioritaire, du recrutement et la formation des personnels, des lycées (généraux, technologiques et professionnels) et du bac, de l'université... et de tout ce qui organise l'embrigadement et la soumission des jeunes aux besoins du marché (Service national universel, civique, apprentissage...). Abrogation de Parcoursup pour permettre à tou·tes les jeunes titulaires du bac la poursuite d'études dans les filières universitaires de leur choix.

Ce serait un premier pas vers une école laïque et émancipatrice pour toutes et tous, sans hiérarchie entre les savoirs :

- en formant des esprits libres et critiques, avec les moyens nécessaires (effectifs, dédoublements...).
- en garantissant dans un cadre national la liberté pédagogique, qui permet des pratiques fondées sur la coopération et non la compétition.

Tout cela implique une scolarité sans orientation précoce. Tout jeune doit pouvoir développer ses potentialités dans tous les domaines, et pas seulement son "employabilité".

Laïcité

La laïcité, c'est la loi de 1905 : ni paravent de la xénophobie, ni morale "républicaine", ni tolérance des intrusions confessionnelles dans les services publics : c'est une condition pour la liberté de conscience et l'égalité des droits, la pensée libre. La défendre, c'est refuser toute remise en cause de la loi de 1905, abroger tous les dispositifs anti-laïques (loi Debré) et la loi "séparatisme". Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation laïque de l'enseignement privé sous contrat.

L'action syndicale, pour changer la société !

Bien entendu, ce projet d'école démocratique doit s'accompagner d'un changement de société.

Redonner espoir aux personnels, c'est développer un syndicalisme :

- qui défende des libertés démocratiques : abrogation de l'ensemble des lois et dispositifs liberticides qui se sont accumulés ;
- qui construise la solidarité entre les personnels et entre les luttes : soutien et popularisation des luttes existantes, organisation de caisses de grève notamment pour soutenir les personnels les plus précaires.

- qui organise une intervention militante audacieuse dans les diverses mobilisations sociales, démocratiques, écologistes... même atypiques, pour y porter des perspectives progressistes.

Féminisme / LGBTI

Les luttes féministes auto-organisées se développent, mettant en avant la charge de travail – rémunéré ou non – des femmes, leur rôle central dans la société et leur précarité. Elles posent la question de la grève féministe, qui nécessite la coordination entre syndicats et collectifs, et le soutien aux mouvements auto-organisés.

Dans les établissements, la jeunesse lutte contre le sexisme et les LGBTQIphobies.

La FSU doit former davantage ses responsables, ses adhérent·es et les personnels sur ces questions encore trop peu considérées.

- qui participe à la lutte contre le racisme, sur une base internationaliste : annulation de la dette des pays dominés, arrêt de la Françafrique et du néo-colonialisme, non à la division orchestrée par le gouvernement et l'extrême-droite avec leur campagne sur "l'islamo-gauchisme" ! Unité de tous·tes les travailleur·es, liberté de circulation et d'installation, régularisation de tous·tes les sans-papiers, abrogation des accords honteux contre les migrant·es, accueil de tous ceux et celles qui fuient la misère, la guerre et les dictatures !

Ce syndicalisme est indispensable, mais ne se construira pas sans vous : nous vous appelons à y participer, par votre vote mais aussi en rejoignant celles et ceux qui portent une telle orientation syndicale.

Pour tout contact, pour connaître notre revue *L'Émancipation syndicale et pédagogique* : tendance.emancipation@gmail.com

VOTEZ ÉMANCIPATION